



C.C.A.P.
Cahier des Clauses Administratives Particulières
N°BIH95-SECHOIR-01/2026

OBJET DU MARCHÉ :
Fourniture, installation d'un séchoir industriel gaz double charge

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique
(Ci-après « le Code ») :**

Appel d'offres ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1 du Code ;
&
Accord-cadre composite (une partie ordinaire et une partie à bons de commande)
&
A bons de commande : articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code

POUVOIR ADJUDICATEUR :

G.I.P
Blanchisserie Inter Hospitalière du Val d'Oise
(GIP BIH95)
1 bis avenue du Maréchal Juin
95500 GONESSE
01.30.11.24.06
Personne en charge du suivi du marché : l.lecae@bih95.fr
N°SIRET : 130 005 051 00011
Représenté par : Madame BENAOMAR Myriam – Directrice

Date et heure limite de réception des offres :
LE MARDI 17 MARS 2026 A 12 HEURES

Table des matières

0	Définitions.....	5
1	Objet du marché	5
2	Définition des parties contractantes	5
2.1	Pouvoir Adjudicateur	5
2.2	Titulaire	6
2.2.1	Identification.....	6
2.2.2	Groupement d'opérateurs économiques	6
2.3	Forme des notifications	6
2.3.1	Notifications destinées au Titulaire	6
2.3.2	Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur	6
3	Type et forme du marché	7
3.1	Type de marché	7
3.2	Forme de marché.....	7
4	Décomposition en lots	7
5	Marchés complémentaires	7
6	Durée du marché	7
7	Documents contractuels.....	8
8	Lieux de livraison ou d'exécution	8
9	Délais de livraison ou d'exécution	8
9.1	Délais de livraison normal.....	8
9.2	Délais de livraison en urgence	8
9.3	- Difficultés de livraison	9
10	Emission des bons de commande.....	9
10.1	Emission des bons de commande.....	9
11	Conditions de livraison ou d'exécution	10
11.1	Conditions Générales.....	10
11.2	Conditions Particulières	10
11.3	Modalités d'accès aux locaux de l'établissement.....	11
11.4	Hygiène et sécurité	11
12	Constatation de l'exécution des prestations	12
12.1	Opérations de vérification	12
12.1.1	Vérification quantitative	12
12.1.2	Vérification qualitative	12

12.1.3	Admission.....	13
12.1.4	Ajournement.....	13
12.1.5	Réfaction.....	13
12.1.6	Rejet.....	13
13	Garantie	13
14	Modalités de détermination des prix	13
14.1	Contenu des prix.....	13
14.2	Prix de règlement.....	14
14.3	Forme des prix	14
14.4	Variation des prix.....	14
14.5	Clause butoir	15
14.6	Clause de prix promotionnels.....	15
14.7	Remises.....	15
14.7.1	Remises complémentaires.....	15
15	Clauses de financement et de sûreté	15
15.1	Retenue de garantie	16
16	Modalités de règlement du marché	16
16.1	Mode de règlement	16
16.2	Avance	16
16.3	Cession ou nantissement de créances.....	17
16.4	Acomptes – paiements partiels	17
16.5	Paiement.....	18
16.5.1	Répartition des paiements.....	18
16.5.2	Présentation des factures électroniques.....	18
16.5.3	Mentions à faire figurer dans la facture	18
16.5.4	Traitement des factures.....	19
16.6	Escompte	19
16.7	Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.....	19
17	Pénalités.....	20
17.1	Généralités.....	20
17.2	Pénalités de retard.....	20
17.3	Cumul des pénalités.....	20
18	Responsabilités	20
19	Assurances	21

Il est fait application de l'article 9 du CCAG/FCS. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.....		21
20	Clauses sociales et/ou environnementales	21
20.1	Protection de l'environnement	21
21	Autres obligations du Titulaire	22
21.1	Changements affectant le Titulaire	22
21.2	Sous-traitance	22
21.3	Assurances	23
21.4	Obligation de sécurité.....	23
21.5	Obligation de conseil	23
21.6	Protection des données et obligation de confidentialité	23
21.6.1	Protection des données personnelles par la mise en œuvre du R.G.P.D.	23
21.6.2	Obligation de confidentialité	24
22	Modifications du marché.....	24
22.1	Cession du marché.....	24
22.1.1	Par le Titulaire.....	24
22.1.2	Par le Pouvoir Adjudicateur	25
22.2	Evolution.....	25
23	Résiliation du marché – Exécution par défaut.....	26
23.1	Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	26
23.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	26
23.3	Résiliation pour faute du Titulaire	26
23.4	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.	27
23.4.1	En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution	27
23.4.2	- Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire.....	27
23.5	Rupture conventionnelle du marché.....	27
23.5.1	Mise en œuvre	27
23.5.2	Effet de la rupture.....	28
24	Titulaire étranger	28
25	Différends et litiges.....	28
26	Dérogations au CCAG/FCS	28

0 Définitions

Marché public : tout contrat, marché ou accord-cadre, conclu sur le fondement du code de la commande publique.

Pouvoir Adjudicateur : personne morale soumise au code de la commande publique, qui passe le marché ou l'exécute, soit seule, soit conjointement avec d'autres personnes morales dans le cadre d'un groupement de commandes.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : représentant légal du Pouvoir Adjudicateur ou son délégataire.

Responsable du Traitement : Pouvoir Adjudicateur défini ci-avant, responsable d'un traitement de données à caractère personnel soumis au Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après le « R.G.P.D. »).

Titulaire : opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques ayant conclu le marché avec le Pouvoir Adjudicateur. Lorsque le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché, il est qualifié de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D.

Coordonnateur : personne publique qui assure la passation du marché et son suivi contractuel, pour le compte des membres d'un groupement de commandes.

Etablissement : personne publique bénéficiaire du marché en sa qualité de membre d'un groupement de commandes ou d'un groupement hospitalier de territoire.

Service approvisionnement : service du Pouvoir Adjudicateur en charge de la gestion des commandes émises sur le fondement du marché.

1 Objet du marché

Le présent marché a pour but de définir les conditions techniques et financières suivant lesquelles le Titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes :

Fourniture, installation d'un séchoir industriel gaz double charge pour le GIP Blanchisserie-Interhospitalière du Val d'Oise

De manière exceptionnelle, il est prévu, en cas de besoin, des commandes sur le catalogue du fournisseur, de produits de même nature, non référencés à l'état des besoins. Il est précisé que ces produits seront conformes à l'objet du marché et qu'ils ne pourront dans tous les cas représenter plus de 15% du montant maximum en valeur ou en quantité du marché.

2 Définition des parties contractantes

2.1 Pouvoir Adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est un Groupement d'Intérêt Public (GIP).

G.I.P. BLANCHISSERIE INTER-HOSPITALIERE DU VAL D'OISE
1 Bis Avenue du maréchal Juin,
95500 Gonesse

2.2 Titulaire

2.2.1 Identification

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur. Le « Titulaire » est dûment identifié dans l'acte d'engagement.

2.2.2 Groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, les parties conviennent expressément que **le mandataire est solidaire**, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis du Pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

Par dérogation de l'article 3.5.4 du CCAG/FCS, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le pouvoir adjudicateur invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de quinze (15) jours, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

En matière de pénalités, ces dernières sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente ou à défaut de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur le montant dû au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

2.3 Forme des notifications

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG/FCS avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, de l'acte d'engagement et de ses annexes.

2.3.1 Notifications destinées au Titulaire

La notification du marché et de ses avenants est effectuée par voie électronique. Les autres actes d'exécution et décisions peuvent également être notifiés électroniquement. L'adresse du candidat faisant foi est celle renseignée par celui-ci sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre.

Lorsque notification du marché ou de tout acte pris pour son exécution est effectuée au moyen du profil d'acheteur ou d'une communication électronique utilisant un procédé d'horodatage, la notification est acquise le jour où le candidat accuse réception de cette communication. Dans le cas où le candidat n'accuse pas réception de cette communication dans un délai de quinze (15) jours à compter de son envoi, la notification est réputée acquise le jour de cet envoi.

2.3.2 Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur

Les notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur, prévues en application des clauses du présent C.C.A.P., telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

3 Type et forme du marché

3.1 Type de marché

Il s'agit d'un marché de fournitures.

3.2 Forme de marché

Il s'agit d'un marché par accord-cadre.

Pour le lot, cet accord-cadre est composite. Il comprend :

- une partie ordinaire, ayant pour objet : la fourniture et l'installation d'un séchoir industriel gaz double charge ;
- une partie à bons de commande au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, ayant pour objet : des prestations de maintenance préventive et la fourniture de pièces détachées.

Le marché est conclu sans montant ni quantité minimum avec un montant maximum pour la partie à bons de commande de :

- Lot : montant maximum de 250 000 €HT sur la durée du marché

4 Décomposition en lots

Le marché est passé en un lot unique. Qui donnera lieu à la conclusion d'un marché.

Le lot pris individuellement pourra faire l'objet d'une reconduction si celle-ci est prévue par le marché.

5 Marchés complémentaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, pour les marchés de fournitures, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés complémentaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

6 Durée du marché

Pour la partie ordinaire :

Le marché est conclu pour une période unique qui court à compter de sa date de notification jusqu'à échéance de la période de garantie.

Le délai d'exécution est celui indiqué dans le planning d'exécution transmis par le titulaire et validé par le pouvoir adjudicateur au moment de la notification du marché.

Le marché n'est pas reconductible.

Pour la partie à bons de commande (PSE LOT) :

Le marché est conclu pour une durée de 60 mois à compter de la fin de la période de garantie fixée par le fabricant de l'équipement.

Cette durée se justifie par l'objet du marché :

- les consommables et la maintenance sont captifs de la société distribuant l'appareil

7 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG/FCS, le marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- la lettre de notification du marché et son accusé réception ;
- l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - Annexes financières (BPU, DPGF et catalogue éventuel),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs éventuels, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021, JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, texte n°18) ;
- l'offre technique du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

8 Lieux de livraison ou d'exécution

Les lieux de livraison des matériels et fournitures ainsi que les lieux d'exécution des prestations sont définis dans le cahier des clauses techniques particulières.

9 Délais de livraison ou d'exécution

9.1 Délais de livraison normal

Les fournitures faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Cependant, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG/FCS, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait du Pouvoir Adjudicateur ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

9.2 Délais de livraison en urgence

Exceptionnellement, pour les produits pouvant faire l'objet de demande imprévisible, le Titulaire devra être en mesure de répondre à des livraisons en urgence. Dans ce cas, le délai est de 48 heures maximum à compter de la date de notification du bon de commande.

Le Titulaire sera avisé de ces livraisons en urgence par le service approvisionnement qui prendra contact avec lui.

9.3 - Difficultés de livraison

Lorsque le Titulaire ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai le service approvisionnement du pouvoir adjudicateur lequel pourra procéder éventuellement à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande.

Cette information préalable se réalise :

- soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps,
- soit par courriel.

Le service approvisionnement prendra alors la décision de :

- accepter le retard de livraison,
- accepter une livraison partielle,
- différer la date de livraison à une date définie,
- modifier partiellement ou totalement la commande,
- annuler partiellement ou totalement la commande.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article pourra être retournée au Titulaire à ses frais.

De plus, le Titulaire se trouvant dans l'incapacité de fournir les produits dans les délais imposés, devra transmettre au service approvisionnement, une proposition de produits de substitution. Le responsable approvisionnement prendra alors la décision d'accepter ou non le produit de substitution proposé par le Titulaire.

Les équipements, objet du marché, seront livrés, montés, installés et mis en service conformément au calendrier du titulaire formulé dans son offre, dans le(s) service(s) du Pouvoir Adjudicateur concerné(s) pour l'exécution des présentes, en liaison avec les responsables techniques du GIP BIH95 et l'AMO process désigné dans le C.C.T.P et le C.C.A.P.

10 Emission des bons de commande

10.1 Emission des bons de commande

Aucune fourniture ni prestation exécutée par émission de bons de commande ne pourra être livrée ou réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par le Pouvoir Adjudicateur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande notifié au Titulaire.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- L'identification du Titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ainsi que leurs quantités ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le code du service en charge du paiement ;
- Le délai d'exécution ;
- La date d'émission ;
- Les montants et taux de TVA ;
- Le lieu de livraison.

Les bons de commande sont numérotés, et datés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Toute commande effectuée en urgence par téléphone ou courriel fait l'objet d'un bon de commande établi sans délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés pour une livraison standard (ou 24h pour une livraison en urgence) à compter de la réception du bon de

commande par le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur n'a pas reçu d'observations de la part du Titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée du marché et s'exécuter au-delà de la fin du marché dans la limite de 6 mois.

11 Conditions de livraison ou d'exécution

11.1 Conditions Générales

Les livraisons doivent être conformes aux commandes qui sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, en fonction des besoins de l'établissement.

Les fournitures seront accompagnées d'un bon de livraison conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG/FCS, indiquant :

- la date d'expédition ;
- la référence de la commande ou du marché, (le Titulaire fera apparaître sur le bon de livraison, l'unité dans laquelle a été passée la commande) ;
- l'identification du Titulaire du marché ;
- l'identification des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage, seront indiquées en sus des quantités livrées.

En cas d'impossibilité de livrer au jour prévu, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS. Le Titulaire en avisera préalablement le représentant du Pouvoir Adjudicateur et fera connaître la nouvelle date de livraison, laquelle en tout état de cause devra être exécutée dans un délai n'excédant pas une semaine à compter de la date initialement prévue.

11.2 Conditions Particulières

Le Pouvoir Adjudicateur n'accepte pas de seuil minimum de commande en quantité ou en valeur.

Les livraisons doivent être conformes aux commandes qui sont effectuées par la personne responsable du marché ou son représentant en fonction des besoins de l'établissement.

Le bon de livraison est obligatoire pour accuser réception de la commande, il doit être visible et facile d'accès en haut à droite sur la palette.

Les lots de fabrication sont visibles sur l'emballage.

L'inventaire des articles livrés sur le bon de livraison doit être retranscrit dans le même ordre que sur le bon de commande.

Toute livraison doit être complète par rapport aux quantités précisées sur le bon de transport ou le bon de livraison. Dans le cas contraire, la livraison est refusée.

Le solde de toute commande doit être honoré dans les 6 jours ouvrables après la date de la première livraison.

Les commandes sont réceptionnées à la BLANCHISSERIE entre 10 heures et 14 heures du mercredi au vendredi, le responsable technique peut être contacté au 01 30 11 24 07.

Les livraisons doivent répondre aux normes logistiques citées ci-dessous :

- Les livraisons devront s'effectuer sur des palettes aux dimensions standards 80x120 cm palette EURO) et une hauteur maximum de 180 cm (cartons et palettes compris),
- La palette doit être adaptée à la charge des produits transportés afin de garantir une bonne manutention et un bon stockage,

- Les palettes doivent être filmées avec un film translucide afin d'en faciliter le contrôle (film opaque refusé),
- Le responsable du quai de réception se réserve le droit de refuser toute palette ne correspondant pas à ces exigences,
- Les articles de même référence devront être regroupés sur la même palette ou dans le même colis,
- Si des produits de références différentes se trouvent sur une même palette, ils sont regroupés afin de faciliter l'inventaire et la mise en stock,
- Les palettes faisant l'objet d'une consigne devront être reprises dans le mois qui suit la livraison dans le même temps qu'une livraison. Ce délai dépassé, les palettes seront propriété du Pouvoir Adjudicateur,
- Le conditionnement doit être adapté aux charges et aux normes de sécurité des produits contenus, afin de faciliter la manutention et le stockage. Toutes les mesures seront prises pour assurer la stabilité des articles livrés dans le contenant. Seul le « Flow Pack » est interdit pour des raisons techniques et organisationnelles en réception.

11.3 Modalités d'accès aux locaux de l'établissement

Les personnels du Titulaire amenés à se déplacer dans l'enceinte et dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, doivent tous être munis d'un badge nominatif portant nom, prénom, fonction, photo d'identité ainsi que la dénomination commerciale et le logo de la société Titulaire du marché. Ils adoptent une correction qui prévaut dans tous types d'interventions ayant lieu sur site.

Le personnel du Titulaire chargé des opérations se déroulant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, se présente dès son arrivée dans l'établissement à un responsable concerné du service utilisateur.

Le Titulaire respecte les règles d'accès aux différents sites du Pouvoir Adjudicateur et se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur.

De même, le Titulaire se conforme, sur les voies de circulation strictement réservées aux usagers et personnels pour lesquelles s'appliquent les dispositions du Code de la Route, aux conditions de circulation prescrites par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

11.4 Hygiène et sécurité

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à assurer au personnel du Titulaire appelé à intervenir dans ses locaux des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le personnel du Titulaire des consignes de sécurité dans lesdits locaux, et veille à la présence effective d'un préposé qualifié pendant la durée de l'intervention dudit personnel, de telle sorte que toutes mesures utiles puissent être immédiatement prises en cas d'accident.

Le Titulaire s'engage à respecter les consignes et/ou protocoles d'hygiène et de sécurité communiqués par l'établissement.

Le Titulaire s'engage à restituer les locaux dans lesquels il est intervenu, dans l'état initial lors de son entrée, en particulier, le Titulaire doit évacuer tous les déchets tels que cartons d'emballages, pièces usées et tous autres déchets pouvant résulter de son intervention, la liste étant non exhaustive.

Le Titulaire est également informé que certains bâtiments dans lesquels il intervient peuvent contenir de l'amiante. Toute activité réalisée à proximité ou sur des Matériaux Pouvant Contenir de l'Amiante (M.P.C.A.), implique le strict respect de la réglementation applicable en la matière, et le respect des consignes édictées par le Pouvoir Adjudicateur dans le présent marché et au cours de son exécution.

En cas d'interventions sur des matériaux amiantés, le Titulaire devra faire intervenir du personnel habilité à intervenir sur ces matériaux et devra appliquer le protocole adéquat (mode opératoire décrit par la « sous-section 4 » du code du travail, et en cas de besoin plan de retrait ou de confinement, décrit par la « sous-section 3 » du code du travail).

Le Titulaire a l'obligation de mettre tous les moyens en œuvre pour respecter ces règles. Pour se faire, le Titulaire devra prendre connaissance du diagnostic de repérage amiante avant travaux et pourra également consulter le Dossier Technique Amiante (DTA) sur demande auprès du référent amiante.

12 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur et ce, conformément aux dispositions des articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG/FCS, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

Pour les fournitures et pièces détachées

Les prestations prévues par le présent marché font l'objet de vérifications quantitative et qualitative simples au sens de l'article 28.1 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, la présence du Titulaire aux opérations de vérification n'est pas requise.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

La signature du bon de livraison sans mentions de réserves vaut décision d'admission des prestations. En cas de réserves inscrites sur le bon de livraison, celles-ci doivent être confirmées par décision écrite d'ajournement ou de réfaction notifiée au Titulaire dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison. A défaut, l'admission des fournitures est réputée acquise.

Toutefois, les fournitures rapidement altérables font l'objet d'une décision dès le jour de la livraison.

La décision d'admission vaut attestation de service fait et permet ainsi, sous réserve de la réception de la facture correspondante, le paiement de la prestation selon les conditions prévues à l'article 16.5 du présent C.C.A.P.

Pour les équipements :

12.1 Opérations de vérification

Les prestations prévues par le présent marché font l'objet de vérifications quantitative et qualitative approfondies au sens de l'article 28.2 du CCAG/FCS.

12.1.1 Vérification quantitative

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée. Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire de compléter cette quantité dans un délai qu'il prescrit, sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités. Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le Titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

12.1.2 Vérification qualitative

Cette vérification consiste à vérifier la conformité des fournitures aux stipulations du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder aux vérifications qualitatives et notifier sa décision à compter de la date de mise en service de l'équipement.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

12.1.3 Admission

L'admission des prestations (pour chacune des parties distinctes le cas échéant) donne lieu à l'établissement d'une décision écrite notifiée au Titulaire, dans le délai imparti au Pouvoir Adjudicateur pour procéder aux vérifications. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'admission est réputée acquise.

Pour les équipements ayant fait l'objet d'une vérification après leur mise en service, la décision prend la forme d'un Procès-Verbal de mise en service, établi contradictoirement en deux exemplaires, un exemplaire étant conservé par chacune des parties.

La décision d'admission vaut attestation de service fait et permet ainsi, sous réserve de la réception de la facture correspondante, le paiement de la prestation selon les conditions prévues à l'article 16.5 du présent C.C.A.P.

12.1.4 Ajournement

L'article 30.2 du CCAG/FCS est applicable.

Lorsque le représentant du Pouvoir Adjudicateur demande par décision motivée une mise au point des prestations livrées ou exécutées, le Titulaire effectue cette mise au point sans rémunération supplémentaire.

En cas d'ajournement des prestations remises, le Titulaire devra fournir les mises au point demandées, dans un délai maximum de quinze (15) jours. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation de cette décision dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

12.1.5 Réfaction

L'article 30.3 du CCAG/FCS est applicable.

12.1.6 Rejet

L'article 30.4 du CCAG/FCS est applicable.

Il est précisé qu'en ce cas, le Titulaire exécute à nouveau la prestation prévue par le marché, sans rémunération supplémentaire.

13 Garantie

Conformément aux prescriptions de l'article 33 du CCAG/FCS, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement, à compter de la date de notification de la décision d'admission et pendant un an au minimum. La durée de garantie applicable est celle proposée par le Titulaire dans son offre lorsque celle-ci est supérieure à un an.

14 Modalités de détermination des prix

14.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de gestion ne sont pas acceptés.

14.2 Prix de règlement

Les prix figurant à l'acte d'engagement et/ou au BPU sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres renseigné en page de garde du présent document. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

14.3 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix du marché dans ses annexes financières.

14.4 Variation des prix

Pour les équipements et travaux d'installation objets du lot :

Les prix figurant à l'acte d'engagement ou sur ses annexes financières s'entendent fermes et définitifs pour la durée totale d'exécution du marché.

Les remises consenties à la date d'établissement des prix s'entendent fixes pour la durée totale du marché.

Pour les pièces détachées :

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont ajustables annuellement, sur demande du Titulaire.

L'ajustement est effectué par référence au tarif effectivement pratiqué par le Titulaire pour l'ensemble de sa clientèle. Le nouveau prix est calculé en appliquant le taux de remise consenti dans l'offre sur le nouveau tarif du Titulaire.

La demande d'ajustement est adressée par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme de la période considérée, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document. A défaut d'intervenir dans ce délai ou dans cette forme, la demande d'ajustement peut être refusée par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'accord, les prix ajustés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande d'ajustement. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Pour la maintenance préventive du lot :

Les prix figurant à l'acte d'engagement ou ses annexes financières sont révisables annuellement, à la date anniversaire de la période d'exécution en cours, sur demande de l'une ou l'autre des Parties, en application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,20 + 0,80 (I / I_0)]$$

avec :

P Prix révisé pour l'année N

P₀ Prix du marché en cours

I Indice de référence* publié au moment de la demande de révision pour l'année N

I₀ Indice de référence* du mois anniversaire de notification du marché de l'année N-1

*L'indice de référence pour le marché est :

- l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé tous salariés (ICTrev-TS) - Salaires et charges – secteur :

ICT-IME : Industries mécaniques et électriques – Identifiant : 001565183

Accès :

<http://www.bdm.insee.fr/bdm2/affichageSeries?recherche=idbank&idbank=001565183&codeGroupe=1159>

La demande de révision est adressée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, par tout moyen permettant de conférer date certaine à sa transmission, au plus tard deux (2) mois avant le terme de la période considérée. A défaut d'intervenir dans ce délai ou dans cette forme, la demande de révision peut être refusée par l'autre Partie.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables pour la période suivante. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, la substitution d'indice est effectuée par voie d'avenant.

14.5 Clause butoir

La révision des prix du marché ne pourra toutefois conduire à une augmentation des prix supérieure à 1,5% par an. Pour les marchés traités à prix unitaires, ce pourcentage s'entend pour chaque ligne du bordereau de prix.

14.6 Clause de prix promotionnels

Les prix des fournitures ou prestations figurant au marché peuvent évoluer temporairement à la baisse dans le cadre d'offres promotionnelles sur l'initiative du Titulaire.

Le Titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur ainsi que toutes les précisions nécessaires :

- durée de validité de la promotion (début et fin),
- désignation des produits concernés.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

14.7 Remises

14.7.1 Remises complémentaires

D'autres remises complémentaires peuvent être proposées par le Titulaire, elles sont alors renseignées dans le bordereau de prix. Ces remises peuvent être récupérées par avoirs sur factures ou, à défaut, par émission d'un titre de recettes. Il pourra être demandé au Titulaire de produire un état récapitulatif des commandes pouvant donner lieu au déclenchement d'une remise pour la période considérée.

15 Clauses de financement et de sûreté

15.1 Retenue de garantie

Le Titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % (cinq pour cent) du montant T.T.C. de chaque acompte ou solde. La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à l'admission des prestations, ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de la garantie mentionnée à l'article 13 du présent C.C.A.P.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Cette garantie doit être constituée en totalité et présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le Titulaire a la possibilité, durant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande, constituée pour le montant du marché. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Si le marché est fractionné, la base de calcul de la retenue de garantie est la suivante :

- dans un accord-cadre avec émission de bons de commande, le montant pris en compte est soit le montant minimum s'il y en a un, soit le montant total des bons de commande à mesure de leur notification.
- sans les marchés à tranches optionnelles, le montant pris en compte est celui de la tranche ferme ou, au moment de l'affermissement de chaque tranche, celui des tranches affermies.

16 Modalités de règlement du marché

16.1 Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le Pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

Chaque commande fait l'objet d'une admission et d'un règlement dès sa réalisation.

Toutefois, par dérogation à l'article 11.7.1 du CCAG/FCS, s'agissant d'un marché exécuté sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, les parties conviennent que les demandes de paiement présentées suite à l'exécution des bons de commande ne donnent pas lieu à règlement partiel définitif. Le règlement définitif de l'ensemble des commandes est effectué au terme du marché, par le règlement de la dernière commande émise pendant la durée du marché.

16.2 Avance

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Pour la partie ordinaire :

Le montant de cette avance est égal à 5% du montant initial T.T.C. du marché ou de la tranche affermie si la durée du marché est inférieure ou égale à douze (12) mois.

Si la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant initial du marché ou de la tranche affermie T.T.C. x 12 mois / durée du marché en mois) x 5 %

Pour la partie à bons de commande :

L'avance sera accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à 5% du montant T.T.C. du bon de commande.

Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant bon de commande T.T.C. x 12 mois / durée du marché en mois) x 5 % ✕

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du marché, de l'affermissement de la tranche ou du bon de commande.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

Il ne sera pas accordé d'avance supplémentaire à celle décrite ci-dessus.

16.3 Cession ou nantissement de créances

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché en fait la demande par écrit au Pouvoir Adjudicateur. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances issues des marchés.

Dans le cadre des marchés à bons de commande, le Titulaire précise s'il souhaite obtenir :

- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché.
- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande.

Dans ces deux hypothèses, en cas de groupement de commandes il devra adresser sa demande auprès de chaque établissement membre du groupement.

16.4 Acomptes – paiements partiels

Pour la partie concernant le marché à bons de commande :

Le paiement des prestations intervient après exécution complète du bon de commande.

Pour les bons de commandes dont la durée d'exécution excède un mois, le Titulaire peut demander soit au moment du dépôt de son offre, soit en cours d'exécution du marché, la réduction de la périodicité des paiements à un mois.

Pour la partie concernant le marché ordinaire :

En application de l'article 11.4.2 du CCAG/FCS, des acomptes seront réglés au Titulaire à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, selon les quotités suivantes :

ETAPE	DESCRIPTIF	ACOMPTE (en % du prix du marché)
1	LIVRAISON ET MISE EN SERVICE	70%
2	RECEPTION	30%

16.5 Paiement

16.5.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

16.5.2 Présentation des factures électroniques

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le Pouvoir Adjudicateur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET du Pouvoir Adjudicateur à indiquer dans les factures permettant de connaître le lieu de dépôt des factures sous Chorus Pro, est renseigné en page de garde du présent document ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du C.C.A.P.

16.5.3 Mentions à faire figurer dans la facture

Après exécution des prestations, le Titulaire du marché présentera au GIP BIH95, une facture où devront figurer, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, numéro SIRET,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est établi une facture par bon de commande.

16.5.4 Traitement des factures

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur identifié dans l'acte d'engagement ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document.

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours pour les groupements d'intérêt public, les groupements de coopération sanitaires, à compter de la date de réception de la facture par les services du Pouvoir Adjudicateur ou, si l'admission des prestations intervient à une date postérieure à la réception de la facture, à compter de la date d'admission des prestations.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

En particulier, aucune facture ne sera réglée si elle contient des tarifs ajustés ou révisés d'office par le Titulaire, sans avoir fait l'objet d'une demande préalable acceptée par le Pouvoir Adjudicateur selon la procédure décrite à l'article consacré aux variations de prix.

Les coordonnées du comptable assignataire des paiements figurent dans l'acte d'engagement ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

L'attention du Titulaire est appelée sur les retards de mandatements générés par son fait et, notamment, par sa carence à produire les pièces nécessaires à la mise à jour administrative de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du Titulaire. Tous les motifs de retards imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le paiement du marché s'effectue grâce aux crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) du GIP BIH95.

16.6 Escompte

Le Pouvoir Adjudicateur a mis en place une politique de paiement rapide à réception de la facture. En cas de groupement de commandes, les établissements ayant mis en place une politique de paiement rapide sont mentionnés en annexe du présent document. Le Titulaire pourra faire une proposition, précisant le délai de paiement attendu et le taux d'escompte applicable pour ce paiement rapide. L'escompte sera déduit du règlement de la facture concernée ou, à défaut, du règlement des factures suivantes.

16.7 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

17 Pénalités

17.1 Généralités

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG/FCS.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis à l'article 9 du présent C.C.A.P. ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont mal réalisées.

Il appartient au Titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les manquements ou retards susceptibles d'engendrer l'application de pénalités ne lui sont pas imputables, soit qu'ils relèvent de la force majeure ou d'une cause exonératoire, soit en raison d'un manquement du Pouvoir Adjudicateur à ses propres obligations contractuelles.

Les manquements susceptibles d'engendrer l'application de pénalités peuvent être constatés par le Pouvoir Adjudicateur à tout moment.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

17.2 Pénalités de retard

En cas de retard dans la livraison des fournitures ou dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt une pénalité égale à :

150 € par jour calendaire de retard.

17.3 Cumul des pénalités

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G / F.C.S, le montant des pénalités n'est pas limité à un pourcentage du montant total H.T du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande concerné.

18 Responsabilités

Il est fait application de l'article 8 du CCAG/FCS.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison ainsi, conformément à l'article 18.4 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

La responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables directes de toute nature du fait du Titulaire ou causées à l'occasion de l'inexécution ou de la mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations, dans la limite des plafonds de responsabilité définis ci-après. Le Titulaire s'engage en conséquence à indemniser le maître d'ouvrage du préjudice résultant pour lui des faits susmentionnés.

Le GIP BIH95 et le Titulaire renoncent mutuellement à se demander réparation des dommages indirects ou non consécutifs à un dommage corporel, matériel ou immatériel subis. Cette stipulation ne saurait cependant limiter le droit pour le GIP d'appliquer les pénalités prévues au titre du présent accord-cadre ou d'engager la responsabilité du Titulaire en cas de dol.

La responsabilité totale du Titulaire (et ses assureurs éventuels) au titre de l'accord-cadre est limitée pour toutes causes et tous dommages confondus, à l'exception des dommages corporels, à une somme correspondant à 70% du montant total hors taxe de l'accord-cadre sur la durée globale de celui-ci, à la date de survenance du préjudice.

Le Titulaire n'est admis à s'exonérer, même partiellement, des responsabilités encourues par lui en application du présent article, que pour autant qu'il apporte la preuve que les dommages résultent du fait du GIP ou d'un cas de force majeure.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder sa faute, de tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants.

De même, l'approbation des méthodes et des documents ou l'agrément des sous-traitants par le GIP ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire et n'implique en aucun cas une responsabilité du GIP.

Les prescriptions du présent article s'appliquent même si les dommages se sont produits postérieurement à la date d'acceptation des prestations et/ou la date de livraison des matériels, dès lors qu'un lien de causalité est établi entre lesdits dommages et l'exécution du marché.

Les dommages réparables au titre du présent accord-cadre sont les suivants :

- dommages corporels,
- dommage aux biens immobiliers,
- dommages aux biens mobiliers, notamment aux équipements informatiques,
- dommages consécutifs à l'indisponibilité ou aux dysfonctionnements de ces biens mobiliers ou immobiliers, tels que coûts internes ou externes de remplacement ou réparation des biens défectueux, de reconstitution et/ou restauration des données.

19 Assurances

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché et ce, en application de la réglementation en vigueur.

Il est fait application de l'article 9 du CCAG/FCS. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché

20 Clauses sociales et/ou environnementales

20.1 Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7.1 du CCAG/FCS le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Néanmoins, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

21 Autres obligations du Titulaire

21.1 Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- ses coordonnées bancaires ;
- toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché.

Le Titulaire fait parvenir au Pouvoir Adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 à jour des modifications, ou leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, par courrier adressé à la personne en charge du suivi du marché, identifiée dans l'acte d'engagement.

21.2 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu préalablement du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, conformément aux dispositions prévues aux articles L.2193-1 et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Les sous-traitants de premier rang ont droit au paiement direct de leurs prestations, lorsque le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant, le Titulaire devra fournir :

- l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) complété et signé par le Titulaire et son sous-traitant,
- la preuve des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :
 - Déclaration du chiffre d'affaire des trois dernières années,
 - Liste des principales prestations analogues effectuées au cours de trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé,
 - Qualifications correspondant aux prestations sous-traitées,
 - Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés ;
- Pour les sous-traitants de premier rang, relevé d'identité bancaire ou postal ;
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal) ;
- En cas de cession ou de nantissement du marché, le Titulaire doit en outre demander la modification de son exemplaire unique ou certificat de cessibilité qui lui a été délivré. A défaut, il joint une attestation de mainlevée bancaire, attestant que cette cession ne fait pas obstacle à l'acceptation du sous-traitant.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché s'imposent à l'ensemble des sous-traitants, sous la responsabilité du Titulaire.

Uniquement pour la maintenance :

Le marché ne peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par l'article L.2193-2 du code de la commande publique.

21.3 Assurances

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché et ce, en application de la réglementation en vigueur.

Il est fait application de l'article 9 du CCAG/FCS. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.

Le Titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les montants des franchises et des plafonds des garanties,
- les principales exclusions,
- la période de validité.

A défaut de production de ladite attestation dans les délais, le Titulaire encourt l'application d'une pénalité d'un montant de 150 € par jour calendaire de retard.

21.4 Obligation de sécurité

Le Titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, et notamment à celles issues du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le Titulaire de les communiquer à son personnel.

21.5 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, telles qu'elles ont été définies dans le présent C.C.A.P. et au C.C.T.P.

21.6 Protection des données et obligation de confidentialité

21.6.1 Protection des données personnelles par la mise en œuvre du R.G.P.D.

Non applicable au regard de l'objet du marché.

21.6.2 Obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5 du CCAG/FCS.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

22 Modifications du marché

Outre les éventuelles stipulations relatives aux révisions de prix ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

22.1 Cession du marché

22.1.1 Par le Titulaire

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- Les mesures de publicité au greffe du tribunal, au registre du commerce et des sociétés, dans un journal d'annonces légales attestant de l'opération à l'origine du transfert ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (*ou formulaire DC1 complété*) ; un extrait K, K bis ou D1 de moins de six mois, ou leur numéro SIREN, ainsi que l'identité mandataires sociaux et, le cas échéant, les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ; l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- l'attestation fiscale du cessionnaire ;
- le relevé d'identité bancaire (RIB) du cessionnaire ;
- l'attestation sur l'honneur du cessionnaire « Attestation Sanctions Russie » (uniquement si montants supérieurs aux seuils européens)
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci (*ou formule DC2 complétée*) ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le Pouvoir Adjudicateur ne peut refuser une

demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, toutes les conditions d'exécution du marché public / de l'accord-cadre demeureront inchangées et toutes les clauses initiales du marché demeurent applicables. L'avenant de transfert qui formalisera cette cession maintiendra les droits et obligations issus du contrat initial. L'avenant de transfert n'emporte aucune incidence financière ni modification des prix initialement fixés.

22.1.2 Par le Pouvoir Adjudicateur

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) du Pouvoir Adjudicateur, celui-ci s'engage à en avertir le Titulaire par écrit avec le plus grand degré de détail possible, la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le marché et tout autre document contractuel auquel le Pouvoir Adjudicateur est partie, pourra être exécuté au profit de nouveaux sites ou établissements, ou cédé à une nouvelle entité juridique ; dans tous les cas, le marché sera poursuivi sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

22.2 Evolution

Les parties pourront, par voie d'avenant ou d'ordre de service, modifier le marché dans les conditions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique et ce afin de faire réaliser, si besoin, des fournitures ou services supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser ou d'ajuster les fournitures/prestations déjà prévues dans le marché.

Ainsi, en cours d'exécution du marché, des modifications et/ou ajouts ou de fournitures ou prestations en lien direct avec l'objet du marché peuvent intervenir soit à l'initiative du GIP, soit à celle du Titulaire, car rendus nécessaires soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, soit par l'introduction d'innovation dans le secteur considéré, ou des évolutions suivantes notamment :

- Ajout de nouvelles fournitures/prestations (le cas échéant, y compris intégration de nouvelles fournitures/prestations du catalogue dans le BPU au-delà du quota de 15% défini ci-avant) en lien notamment avec un accroissement ou une diminution de l'activité du GIP ayant une incidence directe sur les fournitures/prestations du marché, une redéfinition de la politique de consommation...
- Substitution d'une catégorie de produits par des produits plus performants ou similaires ou de technologie nouvelle à condition que le titulaire s'engage à maintenir, pour le moins, le prix qu'il aura consenti lors du dépôt de son offre pour le lot considéré. En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyse ou d'évolution réglementaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après préavis de 3 mois, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.
- Suppression d'une catégorie/gamme de fournitures/prestations
- etc...

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du marché.

Si une telle modification des fournitures du marché s'avérait nécessaire, et si les prix du marché ne permettent pas sa mise en œuvre unilatérale par ordre de service, les parties conviennent de se

rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions selon lesquelles ces modifications peuvent être prises en compte, via la formalisation d'un avenant.

Elles pourront également se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles suite à la survenance d'un événement extérieur aux parties (ex. : dans le cadre de perturbations économiques réelles), afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions dont celles relatives à la durée, à la révision des prix (à la hausse comme à la baisse) ou aux conditions d'exécution de la prestation.

Ces éventuelles évolutions ne devront pas conduire à dépasser plus de 50% du montant maximum du marché.

Les parties tireront les conséquences d'un échec de leurs discussions dans le cadre de cette procédure de réexamen, et pourront appliquer les modalités de règlement à l'amiable des litiges telles que prévues dans le présent CCAP.

23 Résiliation du marché – Exécution par défaut

23.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG/FCS.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

23.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, une résiliation du marché par le Pouvoir Adjudicateur pour motif d'intérêt général, n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

23.3 Résiliation pour faute du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG/FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail ;
- si trois (3) pénalités de retard et/ou de mauvaise exécution des prestations ont été appliquées au cours d'un même semestre ;

Sauf dans les cas cités à l'article 41.2 du CCAG/FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail,

la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du Code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

23.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

23.4.1 En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Préalablement à l'approvisionnement auprès d'un autre fournisseur, le Pouvoir Adjudicateur met le titulaire défaillant en mesure de faire valoir ses observations dans le cas où elle compte lui faire supporter les conséquences onéreuses d'un marché de substitution.

L'exécution aux frais et risques du titulaire prend effet dès réception par le titulaire du courrier l'informant de sa mise en place.

Le Titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le Titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

23.4.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

En application de l'article 45.1 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits du Pouvoir Adjudicateur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir Adjudicateur.

23.5 Rupture conventionnelle du marché

23.5.1 Mise en œuvre

Les Parties peuvent, d'un commun accord, mettre fin au marché avant son exécution complète. A défaut d'accord, une résiliation peut intervenir selon les cas prévus aux articles 39 à 42 du CCAG/FCS et sous réserve des dérogations éventuellement prévues par le présent C.C.A.P.

La rupture conventionnelle prend la forme d'un avenant qui stipule, le cas échéant, le montant des créances restant dues par le Pouvoir Adjudicateur, le montant des pénalités dues par le Titulaire, l'éventuel droit à indemnité du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire, et toute autre somme due par l'une ou l'autre des Parties en application du marché.

Cet avenant est signé par les représentants légaux des Parties contractantes du marché.

23.5.2 Effet de la rupture

Les commandes reçues par le Titulaire avant la date d'effet de la rupture du marché sont honorées, quelles que soient les dates d'exécution ou de livraison effectives.

La rupture met fin aux relations contractuelles à la date fixée dans l'avenant de rupture, ou, si l'avenant ne précise pas sa date d'effet, à sa date de notification.

24 Titulaire étranger

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

25 Différends et litiges

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise (95) sera compétent.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil BP 322

95027 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00 Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

26 Dérogations au CCAG/FCS

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/FCS
Notification du marché	Article 2.3	Article 4.2.1
Début du délai d'exécution différent de la date de notification (si l'accord-cadre débute à une date fixe)	Article 6	Article 13
Documents contractuels	Article 7	Article 4
Délais d'exécution	Article 9	Article 3.2.2
Observations sur les bons de commande ou ordres de service	Article 10	Articles 3.7.2 et/ou 3.8.2
Constatation de l'exécution des prestations	Article 12	Articles 27 à 30
Délai de garantie	Article 13	Article 33
Paie ment définitif	Article 16.1	Article 11.7.1
Pénalités	Article 17	Article 14
Environnement	Article 20	Article 7.1 et 7.2
Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	Article 23.2	Article 42
Résiliation de l'accord-cadre pour faute du Titulaire	Article 23.3	En complément de l'Article 41